



## MINISTERE DE L'ECOLOGIE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE



DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE,  
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT  
DES PAYS DE LA LOIRE

Groupe de subdivisions Le Mans  
Résidence Borromée  
4, rue Saint Charles  
72000 LE MANS

Le Mans, le 20 mai 2003

### RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

**Objet :** Usines RENAULT - LE MANS.

**Réf :** Arrêté préfectoral autorisant l'exploitation de l'usine RENAULT du MANS.  
Lettre JPK/MLM n° 695.01 du 02 août 2001  
Lettre JPK/MLM N° 281.02 du 28 février 2002

L'exploitation de l'ensemble des usines RENAULT du MANS est poursuivie au travers de l'arrêté préfectoral n° 970/2284 du 24 juin 1997, modifié par l'arrêté n° 00.3442 du 09 Août 2000.

Par lettres citées en référence, l'inspecteur des installations classées avait demandé que soient réalisées certaines mesures sur les rejets à l'atmosphère de la fonderie, afin de compléter la connaissance de l'impact de cette partie de l'usine.

Ces demandes avaient été faites en application de l'article 2.6 de l'arrêté préfectoral du 24 juin 1997 susvisé.

Aujourd'hui, ce dossier ne nous est pas encore parvenu.

L'examen de la situation des fonderies s'inscrit dans une opération nationale mise en œuvre par le ministère de l'écologie et du développement durable. Ainsi, la fourniture des renseignements concernant le fonctionnement de la fonderie ne peut plus être différée.

Ainsi, en application de l'article 18 du décret n° 77.1133 du 21 Septembre 1977 modifié relatif aux installations classées, qui prévoit que des arrêtés complémentaires, pris après avis du CDH, peuvent prescrire la fourniture d'informations relatives au fonctionnement de tout ou partie de l'installation.

La proposition d'arrêté prévoit que soient adressées au préfet :

- dans les délais d'un mois après ampliation de cet arrêté, une évaluation de la situation de l'établissement au regard de l'environnement ainsi qu'une évaluation des écarts par rapport aux bonnes pratiques de la profession de la fonderie,
- dans un délai de 3 mois, l'évaluation des émissions de dioxines à partir de résultats de la mesure. Les évaluations demandées précédemment seront complétées pour ces éléments.

L'évaluation de la situation au regard de l'environnement comprend les informations suivantes :

- Situation administrative,
- description de l'unité de production
  - capacité de production journalière,
  - type de fusion,
  - type d'unités de fusion et capacité horaire de production unitaire
- Matières premières utilisées et part des déchets dans les intrants
- Energie utilisée
- Rejets atmosphériques :
  - Evaluation des émissions dans l'air (concentrations et flux) à partir de résultats de mesure, en particulier des poussières, des métaux et des composés organiques volatils, en distinguant les émissions canalisées et les émissions diffuses,
  - systèmes d'épuration mis en œuvre,
  - qualité de l'air ambiant,
- Gestion et élimination des sables et autres déchets. En particulier, en cas de dépôt sur le site : résultats des analyses pratiquées sur les eaux souterraines et les eaux de lixiviation,
- Rejets aqueux :
  - systèmes d'épuration mis en œuvre
  - évaluation des rejets
- Bruit :
  - Mesures mises en œuvre pour réduire les nuisances sonores
  - Résultats des analyses réalisées.

L'évaluation des écarts aux bonnes pratiques de la profession comprend les informations suivantes :

▪ Analyse des bonnes pratiques françaises et étrangères en ce qui concerne :

- la gestion des sables,
- le traitement des émissions diffuses dans l'air,
- la surveillance des rejets et de leurs effets.

Evaluation des écarts par rapport à ces bonnes pratiques et propositions sur les évolutions possibles et/ou nécessaires.

Nous proposons aux membres du conseil départemental d'hygiène d'émettre un avis favorable au projet d'arrêté.